

N° 6713⁸**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2014-2015

P R O J E T D E L O I**modifiant:**

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(9.6.2015)

La Commission se compose de: M. Eugène BERGER, Président; Mme Joëlle ELVINGER, Rapporteur; MM. Guy ARENDT, Alex BODRY, Franz FAYOT, Gast GIBERYEN, Claude HAAGEN, Henri KOX, Mme Viviane LOSCHETTER, MM. Laurent MOSAR, Gilles ROTH, Marc SPAUTZ, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi n° 6713 a été déposé par le Ministre des Finances le 28 août 2014.

Au texte du projet de loi étaient joints un exposé des motifs et un commentaire des articles du projet de loi, aussi bien qu'une fiche financière.

L'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics date du 13 octobre 2014, celui de la Chambre des salariés du 30 octobre 2014. La Chambre de commerce a émis son avis le 25 novembre 2014. La Chambre des métiers pour sa part a rendu son avis le 5 décembre 2014.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 9 décembre 2014.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 10 décembre 2014, Madame Joëlle Elvinger a été désignée rapporteur du projet de loi. La COFIBU a procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat au cours de cette même réunion.

En date du 19 mai 2015, des amendements gouvernementaux ont été déposés.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis complémentaire le 2 juin 2015.

La COFIBU a adopté le projet de rapport au cours de la réunion du 9 juin 2015.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique poursuit deux objets, un premier en matière de la taxe sur la valeur ajoutée, un second en fait d'accises.

La première fin consiste, en effet,

- à transposer en droit national certaines dispositions facultatives de la directive 2006/112/CE du Conseil du 28 novembre 2006 relative au système commun de taxe sur la valeur ajoutée („directive TVA“) en relation avec le régime fiscal applicable aux opérations dans la zone franche;
- à étendre le régime d'imposition de la marge bénéficiaire, défini par les articles 312 à 325 de la directive TVA, et applicable aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité, de manière à transposer les dispositions spécifiques, facultatives, prévues par ladite directive à l'égard des organisateurs de ventes aux enchères publiques;
- à étendre l'application du taux réduit de huit pour cent, à l'instar des objets d'art, aux importations d'objets de collection et d'antiquité.

Au vu de la transposition de dispositions de la directive TVA, certaines modifications de nature technique se sont également révélées nécessaires.

Le second objet du projet de loi se rapporte aux accises. Pour rappel, le droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à rouler des cigarettes a été introduit par la loi budgétaire de 2010. Or, avec les augmentations de cette accise durant les quatre dernières années (une augmentation de 5,00 euros), elle se situe actuellement à 9,00 euros. Or, cette situation entraîne que la limite de 10,00 euros est presque atteinte. Par la suite, un relèvement du taux maximal du droit d'accise autonome spécifique sur les tabacs à fumer de 10,00 à 25,00 euros est envisagé afin d'anticiper d'éventuelles augmentations futures de ce taux.

*

3. LES AVIS

Dans son avis, la Chambre des fonctionnaires et employés publics marque son accord avec le projet de loi sous avis, étant donné qu'il s'inscrit dans un souci de rendre la législation nationale conforme aux règles applicables au régime de la TVA au niveau de l'Union européenne.

La Chambre des salariés n'a pas d'observations particulières à formuler au sujet du projet de loi.

Dans son avis, la Chambre de commerce juge que le projet de loi sous avis s'inscrit dans le développement et la diversification économiques du Grand-Duché de Luxembourg. Le présent projet de loi lui semble d'autant plus important que la zone franche a été rendue opérationnelle dernièrement. En outre, elle émet certaines remarques d'ordre technique.

La Chambre des métiers salue les adaptations proposées par le projet de loi afin de rendre le régime en concordance avec les modifications intervenues au niveau de la directive TVA. Elle remarque que le projet de loi s'inscrit dans les efforts d'innovation et de diversification du paysage économique luxembourgeois aussi bien que dans le positionnement du Luxembourg comme plateforme logistique intercontinentale et multimodale en Europe. La Chambre des métiers estime par ailleurs que la création de la zone franche pourrait favoriser tant l'implantation d'entreprises étrangères que l'intensification d'échanges dans le secteur de la logistique mais aussi grandement contribuer à l'amélioration de l'image du Luxembourg comme site de stockage et de dépôt de biens à haute valeur ajoutée.

Le Conseil d'Etat, dans son avis du 9 décembre 2014, n'a pas d'observations particulières à émettre à l'égard du projet de loi sous avis. Pour le détail des remarques de nature législative, il est renvoyé au commentaire des articles.

Dans son avis complémentaire du 2 juin 2015, le Conseil d'Etat prend position par rapport aux amendements gouvernementaux déposés le 19 mai 2015 et visant à soumettre la zone franche au dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme, d'une part, et à implémenter un récent avis de la Commission européenne quant à la possibilité de prévoir une présomption de base imposable pour certains objets d'art, d'autre part. A part des remarques d'ordre technique, le Conseil d'Etat ne formule pas observations particulières.

*

4. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Intitulé

A l'instar de la Chambre des fonctionnaires et employés publics, le Conseil d'Etat signale que la référence abrégée à la loi relative au droit d'accise autonome est officiellement „loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques.“

La Commission des Finances et du Budget reprend le libellé corrigé.

Suite à un **amendement gouvernemental (1)**, l'intitulé est complété par la référence à la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme afin de prendre en compte les amendements gouvernementaux du 20 mai 2015.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat ne formule pas d'observation à l'égard de cet amendement.

Article 1er

Quant à la présentation légistique, le Conseil d'Etat signale qu'il convient en principe de numérotter les dispositions modificatives au lieu et à la place des paragraphes projetés, ce qui donnera:

„1. A l'article 40, ...

2. A l'article 46, ...

...“

La Commission des Finances et du Budget reprend la numérotation proposée.

Dans ce contexte légistique, le Conseil d'Etat renvoie à son avis du 25 mars 2014 (doc. parl. n° 6642²) sur le projet de loi modifiant entre autre la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée, dans lequel il avait déjà renvoyé à son avis du 21 décembre 2012 (doc. parl. n° 6470³) sur le projet de loi modifiant également la loi précitée du 12 février 1979. Il indique que ces observations gardent toute leur pertinence dans le cadre du présent projet de loi.

Point 1

Le point 1 vise à modifier l'article 40 de manière à ce que le taux réduit s'applique aux objets de collection et d'antiquité importés dans la Communauté, ce qui correspond à la tendance générale observée dans l'Union européenne. Il est encore prévu de mieux préciser le champ d'application du taux réduit en ce qui concerne les objets d'art, de collection et d'antiquité et de remplacer, en ce qui concerne le renvoi aux définitions de ces objets, la référence à l'article 56^{ter} par une référence directe à la nouvelle annexe E que le point 8 se propose d'introduire dans la loi TVA.

Point 2

Le point 2 tend à éviter une double imposition concernant les biens soumis à un régime suspensif de TVA dans la mesure où la sortie du régime, occasionnant une régularisation, est suivie d'une importation imposable. Il est dès lors prévu qu'une telle importation bénéficie d'une exonération, cette façon de procéder étant d'ailleurs permise aux termes de l'article 163 de la directive 2006/112/CE.

Point 3

Cette mesure a pour but de mieux préciser la référence à la directive TVA figurant dans les deux dispositions légales visées.

Point 4

Le point 4 vise à étendre le champ d'application du régime d'imposition de la marge bénéficiaire dans le domaine des biens d'occasion, des objets d'art, de collection et d'antiquité de manière à permettre d'appréhender de manière spécifique, comme le permet la directive TVA, les opérations effectuées par les organisateurs de ventes aux enchères publiques. Le régime particulier des ventes aux enchères publiques est une variante spéciale du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans la mesure où est définie, dans le chef de l'organisateur, une marge qui correspond en fait à ce que cet organisateur obtienne pour ses services aussi bien de la part de son commettant que de la part de l'acquéreur du bien. En raison des dispositions spécifiques concernant le régime particulier des ventes

aux enchères publiques, il a été procédé à un réaménagement de la présentation du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans son ensemble. Il a accessoirement été veillé à mieux mettre ce régime en concordance avec certaines modifications intervenues entre-temps au niveau de la directive, notamment en matière de facturation. Par ailleurs, le texte proposé comporte que le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire soit désormais intégralement régi par la loi TVA, le règlement grand-ducal afférent, existant en la matière, étant voué à être abrogé moyennant un projet de règlement grand-ducal mis sur la voie des instances ensemble avec le présent projet de loi. Quant à la liste des objets d'art, de collection et d'antiquité tombant dans le champ d'application du régime d'imposition de la marge bénéficiaire, liste figurant actuellement dans le règlement grand-ducal à abroger, elle est destinée à figurer désormais dans une nouvelle annexe à intégrer dans la loi TVA en vertu du paragraphe 8 du présent projet de loi.

En ce qui concerne les points 3 et 4, le Conseil d'Etat signale que les parties de phrase „tel que ces articles ont été complétés respectivement remplacés par la loi du 26 mai 2014 ... taxe sur la valeur ajoutée“ et „telle que cette section a été introduite par la loi du 26 mai 2014 ... taxe sur la valeur ajoutée“ sont à omettre, comme, de toute façon, la loi en projet entend apporter des modifications à la loi précitée du 12 février 1979, qui est actuellement en vigueur.

La Commission des Finances et du Budget procède à la modification proposée.

Selon le Conseil d'Etat, la première phrase du nouvel article 56ter, paragraphe 1er est à libeller comme suit:

„Pour l'application de la présente loi, on entend par: ...“.

A l'endroit du nouvel article 56ter-1, paragraphes 3, alinéa 2, 4, alinéa 2 (supprimé par la suite), 8, alinéas 3 et 5, et 11, point 6°, les tirets sont à remplacer par une suite alphabétique en utilisant des lettres minuscules suivies d'une parenthèse fermante (a), b)). La même observation vaut encore pour le nouvel article 56ter-2.

La Commission des Finances et du Budget effectue les modifications proposées. Au paragraphe 3, point b), la référence au „premier tiret“ est remplacée par une référence au point a). Il est procédé de même au paragraphe 8, alinéas 3 et 5.

Selon les paragraphes 12 du nouvel article 56ter-1 et 13 du nouvel article 56ter-2, „Un règlement grand-ducal peut préciser les modalités de mise en œuvre du présent régime particulier“. Dans la mesure où les deux régimes particuliers visés sont intégralement régis par les dispositions projetées des articles 56ter-1 et 56ter-2 de la loi en projet, le Conseil d'Etat demande la suppression des deux paragraphes en question comme étant superfétatoires.

La Commission des Finances et du Budget procède à la modification proposée.

Un **amendement gouvernemental (2)** a été déposé au sujet du deuxième alinéa du paragraphe 4 prévoyant une présomption rendant le premier alinéa applicable dans certaines conditions. Cet amendement est lié au fait qu'à la suite d'un avis émis fin mars 2015 par la Commission européenne à ce sujet, il existe une certaine insécurité juridique quant à la possibilité de prévoir une telle présomption dans la mesure où celle-ci n'est pas spécifiquement prévue par le procès-verbal de l'adoption de la directive 94/5/CE du Conseil du 14 février 1994 complétant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée et modifiant la directive 77/388/CEE – Régime particulier applicable dans le domaine des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité. Il est dès lors proposé de supprimer le deuxième alinéa du paragraphe 4.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat signale qu'il convient de préciser qu'est visée la loi précitée du 12 février 1979. L'adverbe „ter“ est à écrire en italique.

La Commission des Finances et du Budget constate que ce commentaire porte sur la description de l'amendement et non sur le texte de loi.

Point 5

L'objet de ce point consiste à instaurer suivant l'article 161 de la directive 2006/112/CE, un dispositif d'exonération à l'égard des biens se trouvant sous le régime d'admission temporaire en exonération totale de droits à l'importation ou de transit interne, ce qui assure que les livraisons de tels biens ainsi que les prestations de services y afférentes puissent bénéficier de l'exonération même après la sortie des endroits en suspension de taxe.

En outre, le point 5 vise à adapter techniquement les régimes suspensifs à la nouvelle disposition commentée ci-dessus.

Selon le Conseil d'Etat, au point 5, la partie de phrase „tel qu'introduit par ... taxe sur la valeur ajoutée“ est à remplacer par „de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée“. Il est rappelé que, de toute façon, la loi en projet entend apporter des modifications à la loi précitée du 12 février 1979, qui est actuellement en vigueur. La même observation vaut pour le point 7 de cet article 56ter-3.

La Commission des Finances et du Budget procède aux modifications proposées.

Points 6 et 7

Il s'agit de modifications purement techniques conditionnées par les modifications prévues au point 4.

Point 8

Le point 8 vise, corrélativement à la mesure prévue au point 4, à intégrer dans la loi TVA une nouvelle annexe E reprenant, aux fins de l'application du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, les objets d'art, de collection et d'antiquité auxquels ledit régime est applicable.

Le Conseil d'Etat signale que lors de l'énumération des différents objets d'art à la partie A et des objets de collection à la partie B de cette annexe, il convient de commencer chaque point avec une lettre majuscule.

Au point 7 de cette annexe E, partie A, l'alinéa 2 est à omettre au vu du caractère exemplatif de l'énonciation non exhaustive d'exemples des photographies visées. Cet alinéa est sans apport normatif supplémentaire. Pour le surplus, il ne s'agit pas d'une disposition de la directive à transposer.

La Commission des Finances et du Budget procède aux modifications proposées.

Par le biais d'un **amendement gouvernemental (3)**, l'annexe E est dotée d'un intitulé, car toutes les annexes de la loi TVA ont un intitulé. L'intitulé proposé renvoie au nouvel article 56ter de la loi TVA faisant référence à ladite annexe.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat indique que l'adverbe „ter“ est à écrire en italique.

La Commission des Finances et du Budget reprend cette suggestion du Conseil d'Etat.

Ad article 2

Le taux du droit d'accise autonome spécifique étant actuellement limité à 10,00 euros et s'élevant depuis le 1er février 2014 déjà à 9,00 euros, il est nécessaire de relever cette limite à 25,00 euros afin de permettre, le cas échéant, d'éventuelles augmentations.

Selon le Conseil d'Etat, il convient d'écrire dans la phrase introductive „loi modifiée du 17 décembre 2010 ...“.

La Commission des Finances et du Budget procède à la rectification du libellé.

Ad article 3 nouveau

Par le biais d'un **amendement gouvernemental (4)**, un nouvel article 3 est inséré afin d'ajouter les opérateurs exerçant leur activité dans la zone franche, identifiée et délimitée, à la liste des professionnels soumis au champ d'application de la loi modifiée du 12 novembre 2004 en matière de lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat déclare que le mot „bis“ est à écrire en italique et qu'il convient d'écrire „les opérateurs“.

La Commission des Finances et du Budget suit ces suggestions du Conseil d'Etat.

Ad article 4 nouveau

Par le biais d'un **amendement gouvernemental (5)**, un nouvel article 4 est inséré afin de désigner l'Administration de l'enregistrement et des domaines comme autorité de surveillance et de contrôle des opérateurs exerçant leur activité dans la zone franche.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat est d'avis que la phrase introductive doit se lire comme suit:

„L'article 26 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme est remplacé comme suit:“.

Il ajoute que la référence au titre II est superfétatoire.

Selon lui, dans le dispositif du nouvel article 26, les mots „bis“ s'écrivent en italique et les termes „de la présente loi“ peuvent être supprimés pour être superfétatoire. „Art. 26.“ est à mettre en gras.

La Commission des Finances et du Budget décide de procéder aux modifications proposées par le Conseil d'Etat.

Ad article 3 initial, article 5 final

En vertu de l'article 3 initial, la date de mise en vigueur du projet de loi avait été fixée au 1er janvier 2015.

Suite au retard pris dans la modification du projet de loi et pour des raisons de simplification administrative en matière de TVA notamment, aussi bien pour les administrés que l'administration, un **amendement gouvernemental (6)** prévoit une entrée en vigueur de la loi au premier du mois.

Dans son avis complémentaire, le Conseil d'Etat signale quant au texte de l'amendement, qu'il convient de faire précéder la disposition du nouvel article par „**Art. 5.**“.

La Commission des Finances et du Budget suit cette recommandation.

*

5. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 6713 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

modifiant:

- la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
- la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et les taxes assimilées sur les produits énergétiques, l'électricité, les produits de tabacs manufacturés, l'alcool et les boissons alcooliques;
- la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme

Art. 1er. La loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée est modifiée et complétée comme suit:

1. A l'article 40, paragraphe 1er, point 1°, les points b) et c) sont remplacés par les points b), c), d) et e) suivants:

„b) pour les importations à l'intérieur du pays d'objets d'art, de collection ou d'antiquité tels que visés à l'annexe E;

c) pour les acquisitions intracommunautaires d'objets d'art, de collection ou d'antiquité tels que visés à l'annexe E, qui ont fait l'objet, dans un autre Etat membre et par l'opérateur effectuant l'acquisition intracommunautaire, d'une importation;

d) pour les livraisons et acquisitions intracommunautaires d'objets d'art tels que visés à l'annexe E, Partie A – Objets d'art et livrés par leur auteur ou par ses ayants droit;

e) pour les livraisons et acquisitions intracommunautaires d'objets d'art tels que visés à l'annexe E, Partie A – Objets d'art et livrés à titre occasionnel par un assujetti autre qu'un

assujetti-revendeur, lorsque ces objets d'art ont été importés dans la Communauté par cet assujetti lui-même ou qu'ils lui ont été livrés par leur auteur ou par ses ayants droit ou qu'ils lui ont ouvert droit à la déduction totale de la TVA.“.

2. A l'article 46, paragraphe 1, alinéa 1, le point final est remplacé par un point-virgule et ledit alinéa est complété par le point j) suivant:
 - „j) les importations de biens qui ont fait l'objet, dans un des endroits ou sous un des régimes visés à l'article 60bis, paragraphe 2, alinéa 1, points a) à d) et alinéa 2, d'une livraison dont la base d'imposition se détermine en vertu de l'article 28, point a).“.
3. A l'article 55bis, paragraphe 5bis et à l'article 56sexies, paragraphe 3, le terme „chapitre 6,“ est remplacé par les termes „Titre XII, chapitre 6,“.
4. Au chapitre VIII, la section 3 est remplacée par les dispositions suivantes:

„Section 3 – Régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire dans le domaine des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité

Sous-section 1 – Définitions

Art. 56ter. 1. Pour l'application de la présente loi, on entend par:

- 1) „biens d'occasion“, les biens meubles corporels susceptibles de remploi, en l'état ou après réparation, autres que des objets d'art, de collection ou d'antiquité et autres que des métaux précieux ou des pierres précieuses;
- 2) „objets d'art“, les biens figurant à l'annexe E, partie A;
- 3) „objets de collection“, les biens figurant à l'annexe E, partie B;
- 4) „objets d'antiquité“, les biens figurant à l'annexe E, partie C;
- 5) „assujetti-revendeur“, tout assujetti qui, dans le cadre de son activité économique, achète ou affecte aux besoins de son entreprise ou importe, en vue de leur revente, des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité, que cet assujetti agisse pour son compte ou pour le compte d'autrui en vertu d'un contrat de commission à l'achat ou à la vente;
- 6) „organisateur d'une vente aux enchères publiques“, tout assujetti qui, dans le cadre de son activité économique, propose un bien aux enchères publiques en vue de le remettre au mieux-disant des enchérisseurs;
- 7) „commettant d'un organisateur d'une vente aux enchères publiques“, toute personne qui transmet un bien à un organisateur d'une vente aux enchères publiques en vertu d'un contrat de commission à la vente.

2. Le contrat de commission à la vente visé au paragraphe 1er, point 7), doit prévoir que l'organisateur de la vente propose le bien aux enchères publiques, en son nom, mais pour le compte de son commettant, et qu'il remet le bien, en son nom, mais pour le compte de son commettant, au mieux-disant des enchérisseurs auquel le bien est adjugé en vente publique.

Sous-section 2 – Régime particulier des assujettis-revendeurs

Art. 56ter-1. 1. Les dispositions du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire prévues au présent article, qui dérogent pour autant que de besoin à celles de la présente loi, sont applicables aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité effectuées par un assujetti-revendeur, lorsque ces biens lui sont livrés à l'intérieur de la Communauté:

- par une personne non assujettie;
- par un autre assujetti, dans la mesure où la livraison du bien par cet autre assujetti est exonérée de la TVA, lorsque ce bien n'a pas fait l'objet d'un droit à déduction lors de l'achat, de l'acquisition intracommunautaire ou de l'importation;
- par un autre assujetti, dans la mesure où la livraison par cet autre assujetti bénéficie de la franchise des petites entreprises et porte sur un bien d'investissement;
- par un autre assujetti-revendeur, dans la mesure où la livraison du bien par cet autre assujetti-revendeur a été soumise à la TVA conformément au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire.

2. Sous réserve du paragraphe 8, la base d'imposition d'une livraison de biens soumise au régime particulier prévu au présent article est constituée par la marge bénéficiaire, diminuée du montant de la TVA afférente à la marge bénéficiaire elle-même.

3. La marge bénéficiaire d'une livraison de bien visée au paragraphe 1er est égale à la différence entre le prix de vente demandé par l'assujetti-revendeur pour le bien et son prix d'achat.

On entend par:

- a) „prix de vente“ tout ce qui constitue la contrepartie obtenue ou à obtenir par l'assujetti-revendeur de la part de l'acquéreur ou d'un tiers, y compris les subventions directement liées à cette opération, les impôts, droits, prélèvements et taxes, les frais accessoires tels que les frais de commission, d'emballage, de transport et d'assurance demandés par l'assujetti-revendeur à l'acheteur;
- b) „prix d'achat“ tout ce qui constitue la contrepartie définie sous a), obtenue ou à obtenir de la part de l'assujetti-revendeur par son fournisseur.

Lorsque l'assujetti-revendeur exerce l'option prévue au paragraphe 5, le prix d'achat pour les livraisons d'objets d'art, de collection ou d'antiquité ayant fait l'objet, dans le chef de l'assujetti-revendeur, d'une importation respectivement d'une acquisition intracommunautaire est égal à la base d'imposition de l'importation respectivement de l'acquisition intracommunautaire, augmentée de la TVA due ou acquittée.

4. Pour les livraisons d'objets d'art, lorsqu'il n'est pas possible de déterminer avec précision le prix d'achat payé par un assujetti-revendeur au vendeur ou lorsque ce prix n'est pas significatif, la base d'imposition peut être constituée par une fraction du prix de vente égale à trente pour cent de celui-ci.

5. L'assujetti-revendeur peut opter pour l'application du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire aux livraisons de biens suivants:

- a) les objets d'art, de collection ou d'antiquité qu'il a lui-même importés à l'intérieur du pays;
- b) les objets d'art, de collection ou d'antiquité importés par lui-même dans un autre Etat membre de l'Union européenne et pour lesquels il a effectué une acquisition intracommunautaire à l'intérieur du pays;
- c) les objets d'art qui lui ont été livrés à l'intérieur du pays par leur auteur ou par ses ayants droit;
- d) les objets d'art livrés par leur auteur ou par ses ayants droit, qui ont fait l'objet d'une acquisition intracommunautaire dans le chef de l'assujetti-revendeur;
- e) les objets d'art qui lui ont été livrés par un assujetti autre qu'un assujetti-revendeur, lorsque la livraison par cet autre assujetti, respectivement l'acquisition intracommunautaire subséquente, a été soumise à la TVA au taux réduit en vertu de l'article 40, paragraphe 1er, point 1°, lettre e).

6. Lorsque l'assujetti-revendeur exerce l'option prévue au paragraphe 5, la base d'imposition est déterminée conformément au paragraphe 2.

7. Dans la mesure où les biens sont utilisés pour les besoins de ses livraisons relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire en application du paragraphe 5, l'assujetti-revendeur n'est pas autorisé à déduire de la taxe dont il est redevable la TVA suivante:

- a) la TVA due ou acquittée pour les objets d'art, de collection ou d'antiquité qu'il a lui-même importés à l'intérieur du pays;
- b) la TVA due pour ses acquisitions intracommunautaires d'objets d'art, de collection ou d'antiquité subséquentes à une importation de ces biens effectuée par lui-même sur le territoire d'un autre Etat membre;
- c) la TVA due ou acquittée pour les livraisons ou acquisitions intracommunautaires d'objets d'art lui livrés par leur auteur ou par ses ayants droit;
- d) la TVA due ou acquittée pour les livraisons ou acquisitions intracommunautaires d'objets d'art lui livrés par un assujetti autre qu'un assujetti-revendeur.

8. La base d'imposition définie au paragraphe 2 peut être déterminée globalement par année civile entière, pour les livraisons de biens dont le prix d'achat, au sens du paragraphe 3, ne dépasse pas par bien deux cent cinquante euros.

La base d'imposition déterminée globalement est constituée par la marge bénéficiaire globale réalisée par l'assujetti-revendeur pour les livraisons de biens visées à l'alinéa 1 diminuée du montant de la TVA afférente à cette même marge bénéficiaire. Lorsque les livraisons de biens dont la base d'imposition est déterminée globalement sont soumises à des taux différents de TVA, une base d'imposition globale distincte doit être établie pour les biens soumis à un même taux.

La marge bénéficiaire globale est égale à la différence entre les deux montants suivants:

- a) le montant total des livraisons de biens visés à l'alinéa 1 soumises au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, effectuées par l'assujetti-revendeur au cours de la période imposable, ce montant étant égal au total des prix de vente de ces biens;
- b) le montant total des achats des biens visés sous a), effectués par l'assujetti-revendeur au cours de la période imposable, ce montant étant égal au total des prix d'achat de ces biens.

Lorsque l'assujetti-revendeur fait usage de la faculté prévue à l'alinéa 1, il détermine la base d'imposition pour chaque période imposable au titre de laquelle il est obligé de déposer une déclaration. Si au cours d'une période imposable qui ne couvre pas l'année civile entière, le montant des achats excède celui des livraisons, l'excédent est ajouté aux achats de la période suivante.

La base d'imposition calculée globalement doit être régularisée annuellement, par l'imposition, au titre de la déclaration annuelle visée à l'article 64, paragraphe 7, de la marge bénéficiaire annuelle régularisée, diminuée de la TVA afférente à cette marge bénéficiaire. La marge bénéficiaire annuelle régularisée est égale à la différence entre les deux montants suivants:

- a) le montant total annuel des prix de vente des biens pour lesquels la base d'imposition est déterminée globalement;
- b) le montant total annuel des prix d'achat des biens visés sous a) augmenté de la différence entre le stock au 31 décembre et le stock au 1er janvier de la même année civile, si cette différence est négative, ou diminué de cette différence si elle est positive.

L'application du régime d'imposition de la marge globale ne peut en aucun cas faire naître un droit à un remboursement de TVA.

9. Pour chaque livraison relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, l'assujetti-revendeur peut appliquer le régime d'imposition normal de la TVA.

Lorsque l'assujetti-revendeur applique le régime d'imposition normal de la TVA à la livraison d'un objet d'art, de collection ou d'antiquité acquis ou importé dans les conditions visées au paragraphe 5, il est autorisé à déduire de la taxe dont il est redevable la TVA supportée lors de l'achat, de l'importation ou de l'acquisition intracommunautaire du bien.

Ce droit à déduction prend naissance au moment où devient exigible la taxe due pour la livraison au titre de laquelle l'assujetti-revendeur applique le régime d'imposition normal de la TVA.

10. La facture émise par l'assujetti-revendeur pour des livraisons de biens soumis au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire ne doit mentionner aucune TVA séparément.

11. L'assujetti-revendeur doit tenir un registre qui contient, par ordre d'achat ou d'importation des biens d'occasion, des objets d'art, de collection ou d'antiquité dont le prix d'achat ou la base d'imposition à l'importation dépasse, par bien, deux cent cinquante euros, les éléments suivants:

- 1° un numéro séquentiel;
- 2° la date d'achat ou d'importation du bien ainsi que, le cas échéant, le numéro de la facture d'achat;
- 3° les nom et adresse du fournisseur du bien;
- 4° la dénomination usuelle du bien ou sa description, comprenant, lorsqu'il s'agit d'un moyen de transport, la marque, le type, le numéro du châssis et l'année de fabrication, la date de première mise en service ainsi que, pour les bateaux la longueur et les heures de navigation, pour les aéronefs le poids au décollage et les heures de vol, et pour les véhicules terrestres la cylindrée ou la puissance ainsi que les kilomètres parcourus;
- 5° le prix d'achat du bien, le cas échéant décomposé en prix hors taxe et montant de la taxe, ou la base d'imposition à l'importation ou à l'acquisition intracommunautaire du bien et le montant de la taxe correspondante;

6° lorsque la livraison du bien par l'assujetti-revendeur est effectuée sous le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire:

- a) le prix de vente;
- b) le taux de TVA applicable;
- c) la marge bénéficiaire diminuée de la taxe due sur la marge bénéficiaire;
- d) le montant de TVA due sur la marge;

7° lorsque la livraison du bien est susceptible d'être effectuée sous le régime d'imposition particulier de la marge bénéficiaire, mais que l'assujetti-revendeur applique le régime d'imposition normal: le prix de vente hors taxe et le montant de la taxe ou, le cas échéant, le motif de l'exonération.

Sous-section 3 – Régime particulier des organisateurs de ventes aux enchères publiques

Art. 56ter-2. 1. Les dispositions du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire prévues au présent article, qui dérogent pour autant que de besoin à celles de la présente loi, sont applicables aux livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité effectuées par un organisateur de ventes aux enchères publiques, agissant en son nom propre et pour le compte d'une des personnes suivantes, en vertu d'un contrat de commission à la vente de ces biens aux enchères publiques:

- a) une personne non assujettie;
- b) un autre assujetti, dans la mesure où la livraison du bien par cet autre assujetti est exonérée de la TVA, lorsque ce bien n'a pas fait l'objet d'un droit à déduction lors de l'achat, de l'acquisition intracommunautaire ou de l'importation;
- c) un autre assujetti, dans la mesure où la livraison par cet autre assujetti bénéficie de la franchise des petites entreprises et porte sur un bien d'investissement;
- d) un assujetti-revendeur, dans la mesure où la livraison du bien par cet assujetti-revendeur a été soumise à la TVA conformément au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire.

2. La livraison de biens visés au paragraphe 1er à l'organisateur de ventes aux enchères publiques est considérée comme effectuée au moment où la vente, par l'organisateur, de ces biens aux enchères publiques est elle-même effectuée.

3. La base d'imposition d'une livraison de biens soumise au régime particulier prévu au présent article est constituée par la marge bénéficiaire, diminuée du montant de la TVA afférente à la marge bénéficiaire elle-même.

4. La marge bénéficiaire d'une livraison de biens visée au paragraphe 1er, est égale à la différence entre le montant total facturé par l'organisateur de la vente aux enchères publiques à l'acquéreur conformément au paragraphe 9, points 6°, 7° et 8° et le montant net payé ou à payer par l'organisateur de la vente aux enchères publiques à son commettant.

Le montant net payé ou à payer par l'organisateur de la vente aux enchères publiques à son commettant est égal à la différence entre le prix d'adjudication du bien aux enchères publiques et le montant de la commission obtenue ou à obtenir par l'organisateur de la vente aux enchères publiques de la part de son commettant, en vertu du contrat de commission à la vente.

5. L'organisateur de ventes aux enchères publiques peut opter pour l'application du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire aux livraisons de biens suivants:

- a) les objets d'art, de collection ou d'antiquité qu'il a importés à l'intérieur du pays en son propre nom pour le compte d'un commettant;
- b) les objets d'art, de collection ou d'antiquité, importés en son propre nom, pour le compte d'un commettant, dans un autre Etat membre de l'Union européenne et pour lesquels il a effectué une acquisition intracommunautaire subséquente à l'intérieur du pays;
- c) les objets d'art qui lui sont livrés à l'intérieur du pays par leur auteur ou par ses ayants droit;
- d) les objets d'art livrés par leur auteur ou par ses ayants droit, qui font l'objet d'une acquisition intracommunautaire dans le chef de l'organisateur de la vente aux enchères publiques;
- e) les objets d'art qui lui sont livrés à l'intérieur du pays par un assujetti autre qu'un assujetti-revendeur, lorsque la livraison par cet autre assujetti, respectivement l'acquisition intracommunautaire

subséquente, est soumise à la TVA au taux réduit en vertu de l'article 40, paragraphe 1er, point 1°, lettre e).

6. Lorsque l'organisateur de ventes aux enchères publiques exerce l'option prévue au paragraphe 5, la base d'imposition est déterminée conformément au paragraphe 3.

7. Dans la mesure où les biens sont utilisés pour les besoins de ses livraisons relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, l'organisateur de la vente aux enchères publiques n'est pas autorisé à déduire de la taxe dont il est redevable la TVA suivante:

- a) la TVA due ou acquittée pour les objets d'art, de collection ou d'antiquité qu'il a importés en son propre nom pour le compte d'un commettant;
- b) la TVA due pour les acquisitions intracommunautaires d'objets d'art, de collection ou d'antiquité subséquentes à une importation de ces biens effectuée en son propre nom pour le compte d'un commettant sur le territoire d'un autre Etat membre;
- c) la TVA due ou acquittée pour les livraisons ou acquisitions intracommunautaires d'objets d'art lui livrés par leur auteur ou par ses ayants droit;
- d) la TVA due ou acquittée pour les objets d'art qui lui sont livrés à l'intérieur du pays par un assujetti autre qu'un assujetti-revendeur.

8. Pour chaque livraison relevant du régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, l'organisateur de la vente aux enchères publiques peut appliquer le régime d'imposition normal de la TVA.

Lorsqu'il applique le régime d'imposition normal de la TVA à la livraison d'un objet d'art, de collection ou d'antiquité acquis ou importé dans les conditions visées au paragraphe 5, il est autorisé à déduire de la taxe dont il est redevable la TVA supportée lors de l'achat, de l'importation ou de l'acquisition intracommunautaire du bien.

Ce droit à déduction prend naissance au moment où devient exigible la taxe due pour la livraison au titre de laquelle l'organisateur de la vente aux enchères publiques applique le régime d'imposition normal de la TVA.

9. L'organisateur de ventes aux enchères publiques doit émettre une facture à l'acquéreur du bien vendu aux enchères.

La facture doit contenir les éléments suivants:

- 1° un numéro séquentiel, basé sur une ou plusieurs séries, identifiant la facture de façon unique;
- 2° le nom complet et l'adresse de l'organisateur de ventes aux enchères publiques;
- 3° le nom complet et l'adresse de l'acquéreur du bien;
- 4° la date de la vente aux enchères publique;
- 5° la dénomination usuelle du bien livré ou une description permettant de l'identifier;
- 6° le prix d'adjudication du bien;
- 7° les impôts, droits, prélèvements et taxes;
- 8° les frais accessoires, tels que les frais de commission, d'emballage, de transport et d'assurance demandés par l'organisateur à l'acquéreur du bien;
- 9° lorsque la livraison du bien se fait sous le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, la mention „Régime particulier – Biens d'occasion“, „Régime particulier – Objets d'arts“ ou „Régime particulier – Objets de collection et d'antiquité“.

Lorsque l'organisateur de la vente aux enchères publique émet la facture en vertu des dispositions de l'article 63, paragraphe 4, elle doit contenir, outre les éléments prévus à l'alinéa 2, les éléments appropriés requis en vertu de l'article 63, paragraphe 8.

La facture émise pour des livraisons de biens soumis au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire ne doit mentionner aucune TVA séparément.

10. L'organisateur de la vente aux enchères publiques à qui le bien a été transmis en vertu d'un contrat de commission à la vente aux enchères publiques doit délivrer un compte rendu à son commettant. Ce compte rendu doit faire l'objet d'une procédure d'acceptation par le commettant.

Le compte rendu doit contenir les éléments suivants:

- 1° un numéro séquentiel, basé sur une ou plusieurs séries, identifiant le compte rendu de façon unique;
- 2° le nom complet et l'adresse du commettant;
- 3° le nom complet et l'adresse de l'organisateur de ventes aux enchères publiques;
- 4° la date de la vente aux enchères publiques;
- 5° la dénomination usuelle du bien livré ou importé ou une description permettant de l'identifier;
- 6° le prix d'adjudication du bien;
- 7° le montant de la commission obtenue ou à obtenir de la part du commettant.

Lorsque le commettant est un assujetti, le compte rendu tient lieu de facture que le commettant doit délivrer à l'organisateur de la vente aux enchères publiques en vertu de l'article 63, paragraphe 4, point 1° et doit contenir, outre les éléments prévus à l'alinéa 2, les éléments appropriés requis en vertu de l'article 63, paragraphe 8.

11. L'organisateur de ventes aux enchères publiques qui livre des biens dans les conditions prévues au paragraphe 1er, est tenu de porter dans sa comptabilité, dans des comptes de passage, les montants obtenus ou à obtenir de la part de l'acquéreur du bien, ainsi que les montants remboursés ou à rembourser au vendeur du bien.

12. L'organisateur de ventes aux enchères publiques doit veiller à ce que soient stockées des copies de tous les comptes rendus qu'il délivre en vertu du paragraphe 10.

Sous-section 4 – Dispositions communes

Art. 56ter-3. 1. Le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire tel que prévu à la présente section ne s'applique pas aux livraisons de moyens de transports neufs au sens de l'article 4, paragraphe 4, point b).

2. Lorsque l'assujetti exerce le droit d'option prévu à l'article 56ter-1, paragraphe 5 et à l'article 56ter-2, paragraphe 5, cette option doit obligatoirement couvrir une période au moins égale à deux années civiles.

L'option est exercée par la remise au bureau d'imposition compétent de l'Administration de l'enregistrement et des domaines d'une déclaration écrite. Elle prend effet le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'administration a reçu la déclaration d'option. Toutefois, lorsque l'assujetti commence son activité économique au cours d'une année civile, l'option prend effet dès le commencement de cette activité, à condition que la réception de la déclaration d'option ait lieu dans les quinze jours suivant ce commencement.

L'assujetti ayant exercé le droit d'option peut y renoncer à condition que, depuis le commencement de la date de prise d'effet de l'option, une période au moins égale à deux années civiles se soit écoulée. La renonciation s'exerce par la remise au bureau d'imposition compétent d'une déclaration de renonciation écrite. L'option cesse d'avoir effet le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel l'administration a reçu la déclaration de renonciation.

3. L'assujetti qui applique à la fois le régime d'imposition normal de la TVA et le régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire doit faire apparaître séparément dans sa comptabilité les opérations relevant de chacun de ces régimes.

4. Par dérogation à l'article 2, point b), l'acquisition intracommunautaire d'un bien d'occasion, d'un objet d'art, de collection ou d'antiquité n'est pas soumise à la TVA lorsque le bien acquis a été soumis à la taxe, dans l'Etat membre de départ de l'expédition ou du transport du bien, conformément au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire.

5. Les dispositions de l'article 14, paragraphes 3, 4 et 5 et de l'article 43, paragraphe 1er, points d) et f), ne s'appliquent pas aux livraisons de biens soumises au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire.

6. Les livraisons de biens d'occasion, d'objets d'art, de collection ou d'antiquité soumises au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire sont exonérées de la TVA, lorsqu'elles sont effectuées dans les conditions prévues à l'article 43, paragraphe 1er, points a), b), h), i), k) et m).

7. L'assujetti à qui sont ou seront effectuées, par un assujetti tel que visé à l'article 56ter, paragraphe 1er, points 5) et 6), des livraisons de biens soumises au régime particulier d'imposition de la marge bénéficiaire, ne peut pas déduire de la taxe dont il est redevable la TVA due ou acquittée pour les biens lui livrés sous ce régime.“.

5. L'article 60bis est modifié comme suit:

1° Dans le paragraphe 2, l'alinéa suivant est inséré entre les alinéas 1 et 2:

„Sont exonérées, sous les mêmes conditions, les livraisons de biens et les prestations de services y afférentes effectuées sous un régime d'admission temporaire en exonération totale de droits à l'importation ou de transit externe, avec maintien de ce même régime.“;

2° Au paragraphe 2, alinéa 2 devenu le nouvel alinéa 3, les termes „à l'alinéa 1“ sont remplacés par ceux de „aux alinéas précédents“ et les termes „dans un des endroits visés aux points a) à d)“ sont remplacés par ceux de „dans un des endroits visés à l'alinéa 1, points a) à d) ou sous un des régimes visés à l'alinéa 2“;

3° Le paragraphe 3 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

„3. Les termes „conduite en douane“, „dépôt temporaire“, „zone franche“, „entrepôt franc“, „régime d'entrepôt douanier“, „régime de perfectionnement actif“, „régime d'admission temporaire en exonération totale de droits à l'importation“ et „régime de transit externe“ s'entendent dans le sens de la législation douanière.“;

4° Aux paragraphes 5, 6, 7, 8, 13, 14, 19 et 20, les termes „paragraphe 2, points a) à d)“ sont remplacés par les termes „paragraphe 2, alinéa 1, points a) à d) et alinéa 2“;

5° Au paragraphe 10, les termes „paragraphe 2, point f)“ sont remplacés par ceux de „paragraphe 2, alinéa 1, point f) et alinéa 2“;

6° Le paragraphe 12, alinéa 1 est modifié de manière à lui donner la teneur suivante:

„La mise en oeuvre du régime particulier suspensif de TVA dans les endroits visés au paragraphe 2, alinéa 1, points a) à d), se fait sous la responsabilité d'opérateurs agréés à cette fin, celle relative aux régimes visés à l'alinéa 2 dudit paragraphe dans le chef des opérateurs auxquels l'autorisation douanière afférente aura été attribuée.“;

7° Le paragraphe 13 est complété par l'alinéa suivant:

„Le placement sous les régimes énumérés au paragraphe 2, alinéa 2 s'opère par une autorisation douanière de recours à ces régimes.“;

8° Il est inséré un paragraphe 14bis ayant la teneur suivante:

„14bis. Un transfert de biens d'un des régimes ou situations énumérés au paragraphe 2, alinéa 1, points a) à d), et alinéa 2 pour le placement sous un autre s'opère, sans mettre fin au régime particulier suspensif institué par le présent article, sur demande afférente aux autorités compétentes au moment du retrait de biens du premier régime. La mise en oeuvre de cette faculté est subordonnée à la condition que l'opérateur agréé auquel un tel transfert est opéré soit en mesure de remplir toutes obligations de documentation et d'attestation prévues par le présent article et relatives à toutes opérations et manipulations réalisées depuis le placement initial des biens sous le régime particulier suspensif, y compris sous les régimes ou situations suspensifs antérieurs.“;

9° Le paragraphe 15 est modifié comme suit:

1° Aux alinéas 1 et 5, les termes „paragraphe 2, points a) à d)“ sont remplacés par ceux de „paragraphe 2, alinéa 1, points a) à d)“;

2° L'alinéa 3 est complété par les deux phrases suivantes:

„Aux fins de l'établissement du montant du cautionnement, il sera fait abstraction des transactions qui présentent un caractère occasionnel. Néanmoins, pour les transactions déclenchant une exigibilité de taxe d'une certaine importance, qui causeraient un dépassement des sommes couvertes par le cautionnement, l'autorité visée au paragraphe 20 pourra requérir le paiement de la taxe préalablement à la sortie des biens du régime suspensif.“.

6. A l'article 63, paragraphe 8, point 17°, les termes „à l'article 56ter“ sont remplacés par ceux de „à l'article 56ter-1“.

7. A l'article 77, paragraphe 1er, alinéa 1, le terme „56ter“ est remplacé par les termes „56ter-1, 56ter-2, 56ter-3“.

8. Il est inséré une annexe E ayant la teneur suivante:

„ANNEXE E

**Objets d'art, de collection ou d'antiquité visés à l'article 56ter,
paragraphe 1er, points 2), 3) et 4)**

Partie A – Objets d'art

- 1) Tableaux, collages et tableautins similaires, peintures et dessins, entièrement exécutés à la main par l'artiste, à l'exclusion des dessins d'architectes, d'ingénieurs et autres dessins industriels, commerciaux, topographiques ou similaires, des articles manufacturés décorés à la main, des toiles peintes pour décors de théâtres, fonds d'ateliers ou usages analogues (code NC 9701);
- 2) Gravures, estampes et lithographies originales; il s'agit d'épreuves tirées en nombre limité directement en noir ou en couleurs, d'une ou plusieurs planches entièrement exécutées à la main par l'artiste quelle que soit la technique ou la matière employée, à l'exception de tout procédé mécanique ou photomécanique (code NC 9702);
- 3) Productions originales de l'art statuaire ou de la sculpture en toutes matières dès lors que les productions sont exécutées entièrement par l'artiste; fontes de sculptures à tirage limité à huit exemplaires et contrôlé par l'artiste ou ses ayants droit (code NC 9703);
- 4) Tapisseries (code NC ex 5805) et textiles muraux (code NC ex 6304) faits à la main sur la base de cartons originaux fournis par les artistes, à condition qu'il n'existe pas plus de huit exemplaires de chacun d'eux;
- 5) Exemplaires uniques de céramique, entièrement exécutés par l'artiste et signés par lui;
- 6) Emaux sur cuivre, entièrement exécutés à la main, dans la limite de huit exemplaires numérotés et comportant la signature de l'artiste ou de l'atelier d'art, à l'exclusion des articles de bijouterie, d'orfèvrerie et de joaillerie;
- 7) Photographies prises par l'artiste, tirées par lui ou sous son contrôle, signées et numérotées dans la limite de trente exemplaires, tous formats et supports confondus, à condition qu'elles dénotent de la part de leur auteur l'intention de réaliser une oeuvre qui a exclusivement une fonction artistique.

Partie B – Objets de collection

- 1) Timbres-poste, timbres fiscaux, marques postales, enveloppes premier jour, entiers postaux et analogues, oblitérés, ou bien non oblitérés mais n'ayant pas cours et n'étant pas destinés à avoir cours (code NC 9704);
- 2) Collections et spécimens pour collections de zoologie, de botanique, de minéralogie, d'anatomie, ou présentant un intérêt historique, archéologique, paléontologique, ethnographique ou numismatique (code NC 9705).

Partie C – Objets d'antiquité

Biens, autres que des objets d'art et des objets de collection, ayant plus de cent ans d'âge (code NC 9706).“.

Art. 2. A l'article 8 de la loi modifiée du 17 décembre 2010 fixant les droits d'accise et taxes assimilés des produits énergétiques, de l'électricité, des produits de tabacs manufacturés, de l'alcool et des boissons alcooliques, la lettre b) du paragraphe (5) est modifiée comme suit:

„b) d'une part spécifique ne pouvant pas dépasser 25,00 euros par kilogramme.“

Art. 3. Dans le paragraphe (1) de l'article 2 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, le point suivant est inséré:

„**14bis.** les opérateurs en zone franche autorisés à exercer leur activité en vertu d'un agrément de l'Administration des douanes et accises dans l'enceinte de la zone franche douanière communautaire du type contrôle I sise dans la commune de Niederanven section B Senningen au lieu dit Parishaff L-2315 Senningerberg (Hoehenhof).“

Art. 4. L'article 26 de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme, est remplacé comme suit:

„**Art. 26.** La surveillance et le contrôle des professionnels énumérés à l'article 2 paragraphe (1) points 9*bis*, 10, 13, 13*bis*, 14*bis* et 15 sont assurés par l'Administration de l'enregistrement et des domaines.“

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le premier jour du mois suivant sa publication au Mémorial.

Luxembourg, le 9 juin 2015

Le Président,
Eugène BERGER

Le Rapporteur,
Joëlle ELVINGER

